



GREEN
CLIMATE
FUND



Termes de référence pour le recrutement d'un consultant local chargé de l'élaboration d'un Programme National d'Investissement dans le Secteur de l'Eau Résilient au Changement Climatique (PNIE).

PAYS : BURUNDI

Août 2025

1. Contexte et justification

Le Partenariat Mondial pour l'Eau en Afrique de l'Est (GWPEA), dont le Secrétariat est hébergé par l'Initiative du Bassin du Nil (NBI) à Entebbe, met en œuvre le Plan d'Action de l'Union Africaine sur le Changement Climatique (AU-AP) à travers le Programme de Préparation Multi-Pays au Burundi. Cette initiative s'inscrit dans un effort continental visant à renforcer la résilience climatique dans le secteur de l'eau. Le rôle du GWPEA comprend l'appui technique, la mobilisation des ressources et la coordination des parties prenantes afin d'assurer que le Programme National d'Investissement du Burundi soit aligné sur les priorités stratégiques de l'Union Africaine et réponde aux exigences des mécanismes de financement climatique tels que le Fonds Vert pour le Climat (GCF).

L'Afrique est très vulnérable au changement climatique, qui a un impact particulier sur l'eau, notamment l'augmentation des sécheresses et des inondations, la pénurie d'eau et les maladies d'origine hydrique. En plus de cette vulnérabilité prononcée, de nombreux pays africains ont une capacité limitée à accéder aux investissements stratégiques dans les ressources en eau. L'accès au financement climatique pour la résilience du secteur de l'eau en Afrique est essentiel à la réalisation de la Stratégie et du Plan d'action de l'UA sur le changement climatique et le développement résilient (2022-2032), qui reconnaissent la nécessité de rendre les systèmes d'eau résilients au climat dans le cadre de l'Axe 2 : Adopter des mécanismes pour un développement transformateur et résilient au climat. Le Programme d'investissement pour l'eau en Afrique (PIA) a été adopté par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'UA dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique - Plan d'action prioritaire 2 (PIDA-PAP 2) pour répondre au besoin croissant d'investissement dans les ressources en eau. Le PIA comprend cinq piliers qui visent à réduire le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau en Afrique, à savoir : (i) mobiliser un engagement politique et un leadership de haut niveau pour les investissements ; (ii) développer les capacités pour élaborer des programmes d'investissement régionaux et nationaux pour la résilience climatique afin de combler le déficit d'investissement dans le secteur de l'eau ; (iii) établir la Facilité internationale d'investissement de l'AIP pour la résilience climatique du secteur de l'eau en tant que mécanisme de mobilisation de financements publics-privés ; et (iv) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans les investissements pour la résilience climatique.

Le Burundi est, de par son contexte, l'un des 15 premiers pays à bénéficier du Programme national d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au changement climatique (PNIERCC). Ce programme s'inscrit particulièrement dans les axes d'intervention 9, 10 et 11 de l'orientation stratégique n°3 du PND BURUNDI 2018-2027. Le pays reconnaît l'importance du secteur de l'eau et de l'assainissement dans l'amélioration des conditions de vie de sa population, car l'eau est synonyme de vie et l'assainissement est synonyme de dignité. Le secteur de l'eau dispose d'atouts en matière d'approvisionnement en eau

grâce aux précipitations, marquées par des dérèglements climatiques ayant des impacts négatifs sur les ressources en eau, l'environnement et la vie en général.

Le nord et le nord-est du pays sont vulnérables aux pénuries de précipitations et au changement climatique, tandis que les plaines de l'ouest connaissent à la fois des pénuries de précipitations et des inondations.

Dans les zones rurales, l'accès de la population aux services de base en eau potable et en assainissement reste faible en raison d'une gestion inadéquate et d'une mauvaise répartition des ressources en eau.

Par ailleurs, le secteur de l'eau présente des défis dont (i) la faible protection des bassins versants (ii) la surexploitation des terres et des forêts due à la forte croissance démographique ; (iii) la dégradation de la biodiversité ; (iv) l'insuffisance de protection des rivières en général et de la zone d'action en particulier ; des problèmes environnementaux sont rencontrés en termes de dégradation des terres, des eaux et des forêts, des écosystèmes ⁽¹⁾ et du cadre de vie des populations ; (vi) un indice d'érodibilité des terres élevé dû à une forte érosion pluviale, (vi) une prévision insuffisante des données météorologiques, (i) l'insuffisance des infrastructures hydrauliques, (vii) le faible taux d'investissement pour relever les défis par rapport aux taux de couverture, (ix) l'absence de schémas directeurs de construction d'eau potable et d'assainissement, (X) la faible implication des femmes dans la gestion des ressources en eau etc. Une bonne gestion des ressources naturelles et de l'environnement nécessite des actions concertées et coordonnées de tous les acteurs du développement, notamment la promotion d'une gestion environnementale coordonnée, une gestion rationnelle des terres, des eaux, des forêts, la préservation des équilibres écologiques et la conservation de la biodiversité.

Une bonne gestion des ressources en eau contribuerait inévitablement à la réduction de la pauvreté et au développement socio-économique du Burundi. Selon le cadre politique et juridique, il est nécessaire de mettre à jour les cadres réglementaires régissant le secteur de l'eau et de l'assainissement résilient au changement climatique.

Le Programme national d'investissement dans le secteur de l'eau résilient au changement climatique est l'une des solutions proposées pour contribuer à l'augmentation des ressources en eau en quantité et en qualité, au développement des ressources en eau grâce à des systèmes de collecte des eaux de pluie et des dispositifs de contrôle anti-érosion, à l'augmentation de la productivité agricole grâce à la mise en place de systèmes d'irrigation ; les pratiques de reboisement, d'agroforesterie et de restauration des paysages contribueront à renforcer la résilience au changement climatique et à réduire la vulnérabilité du pays au changement climatique ; la protection des zones humides, des zones tampons et des zones de protection des sources d'eau contribuera à accroître la recharge en eau et sa disponibilité pour répondre aux besoins de la population. La gestion rationnelle et le développement des ressources en eau contribueront à la création

d'emplois et de revenus pour la population. Étant donné que les femmes sont au cœur des difficultés liées aux problèmes d'eau et au changement climatique, leur implication dans les actions visant à résoudre ces problèmes est essentielle.

Le Programme National d'Investissement dans le Secteur de l'Eau Résilient au Changement doit s'inspirer de cette situation de base, en tenant compte de tout ce qui précède ; les Objectifs de Développement Durable (ODD), la vision 2040 pour les pays émergents, 2060 pour le Pay développés, le Plan National de Développement (PND) et les politiques sectorielles.

Dans le cadre du Programme de Développement des Infrastructures en Afrique - Plan d'Action Prioritaire 2 (PIDA-PAP 2) pour répondre aux besoins croissants d'investissements dans les ressources en eau, le Partenariat Mondial pour l'Eau en Afrique de l'Est souhaite recruter un consultant national qui sera chargé d'élaborer le Programme National d'Investissement dans le Secteur de l'Eau Résilient au Changement (PNIERCC pour le Burundi).

2. Objectif de la mission

L'objectif général est d'élaborer le Programme National d'Investissement dans le Secteur de l'Eau Résilient au Changement Climatique (PNIER) en vue d'assurer une gestion durable et résiliente des ressources en eau.

3. Résultats attendus

- Les principaux défis et enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement sont identifiés et définis et traduits en opportunités d'amélioration des ressources en eau
- La vision de développement du PNIE est formulée ;
- Le programme national d'investissement dans l'eau est élaboré
- La stratégie de mobilisation des partenaires et des ressources est définie
- Plan d'action du PNIE est élaboré avec un calendrier bien détaillé intégrant les aspects de suivi et d'évaluation ;
- Les aspects liés au changement climatique et les aspects sensibles au genre sont intégrés dans le PNIE

4. MÉTHODOLOGIE

- Réaliser le diagnostic du cadre politique et stratégique national de planification des investissements dans la résilience climatique pour la gestion de l'eau à travers l'élaboration du programme d'investissement dans l'eau en tenant compte des ODD et d'autres documents stratégiques nationaux ; en ligne avec le PIA continental et conformément aux lignes directrices, critères et à la stratégie 2024-

2027 du FVC (résultat 2.1 du Programme de préparation) sur les investissements pour la résilience du secteur de l'eau au climat et

- Définir les défis et enjeux majeurs du secteur de l'eau, de l'environnement et de l'assainissement
- Formuler la vision du PNIE ;
- Réaliser une revue documentaire dans le secteur de l'eau
- Mener des consultations auprès des parties prenantes
- Effectuer des visites de terrain pour vérifier la cohérence des données collectées dans les documents disponibles
- Analyser et traiter les données collectées
- Organiser des ateliers de pré-validation et de validation
- Produire le rapport
- Présenter une stratégie de mobilisation des partenaires et des moyens/ressources pour la mise en œuvre du PNIE ;
- Élaborer le cadre de performance du plan stratégique du Ministère;
- Mettre en place des mécanismes de mise en œuvre et de suivi et d'évaluation.

5. Missions du consultant (Scope of Work)

Sous l'autorité directe du Coordonnateur du Projet et la supervision de la commission technique, le consultant réalisera les tâches suivantes :

- Élaborer un rapport initial décrivant la méthodologie et le calendrier proposé pour la réalisation des activités
- Elaborer un court document d'analyse situationnelle passant en revue les défis et enjeux à mettre en œuvre pour le développement durable de ce secteur (analyser les données sur les ressources en eau, la contribution des partenaires techniques et financiers du secteur, les infrastructures, la demande en eau, identifier les domaines critiques en termes d'accès à l'eau potable et à l'assainissement et les défis liés au changement climatique, à la pollution de l'eau et à la gestion des bassins versants, analyser les cadres institutionnels et réglementaires existants) ;
- Cartographie des sources de financement disponibles et possibles et des mécanismes de financement pour la gestion des ressources en eau
- Organiser des séances de consultation des parties prenantes (institutions publiques et privées, ONG, donateurs et usagers) pour recueillir les besoins et les attentes
- Effectuer une analyse SWOT du programme

- Définir les domaines d'intervention du programme (approvisionnement en eau potable, assainissement, irrigation, gestion des ressources en eau et infrastructures)
- Développer la stratégie de mise en œuvre
- Développer la stratégie de financement
- Finalisation du document après validation

6. Résultats attendus

Rapport initial

rapports/comptes rendus des consultations des parties prenantes

versions préliminaires et finales de la stratégie de financement

projet et version finale du programme national d'investissement dans l'eau

6. Profil du consultant (critères de qualification)

- Être titulaire au moins d'un Master en **Génie Hydraulique, Gestion des Ressources en Eau, Hydrogéologie, Eau et Assainissement, Environnementaliste ou domaine similaire** ;
- Avoir une expérience avérée dans les domaines de l'élaboration de documents stratégiques et politiques ;
- Avoir au moins sept années d'expérience professionnelle dans l'élaboration de politiques et de stratégies (c.-à-d. Eau, environnement, agriculture, gestion des ressources naturelles résilientes au changement climatique, etc.) ;
- Avoir une bonne connaissance des ODD sur lesquels le Burundi est aligné.
- Avoir des connaissances et de l'expérience dans l'élaboration et la mise en œuvre de mécanismes de gestion pour les projets/programmes de développement financés par les banques multilatérales de développement (GCF, AU, BM, AF, etc.)
- Avoir de l'expérience en matière de protection de l'environnement et de lutte contre les changements climatiques ;
- Avoir réalisé ou participé, en tant qu'expert, à au moins une Étude d'Impact Environnemental et Social ou évaluation socio-économique d'action, etc.) ;
- Une expérience en matière de genre et d'inclusion sociale est un avantage
- Connaître les textes juridiques internationaux relatifs à la gestion des eaux transfrontalières, aux garanties environnementales et sociales intégrées à la résilience climatique.
- Connaissance du cadre politique et des textes juridiques burundais relatifs à l'environnement, aux ressources en eau et aux forêts ;

- Être capable de travailler sous pression,
- Avoir de bonnes capacités de travail en équipe et produire des résultats de qualité dans les délais impartis
- Avoir d'excellentes compétences rédactionnelles et de communication en français et en anglais
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, Power point et logiciels de traitement de données).
- Les candidatures féminines qualifiées sont fortement encouragées.

7. Durée de la mission (Niveau d'effort) et livrables

La durée de la mission est de 65 jours calendaires.

	Activités	Livrables	Calendrier de livraison proposé
1.	- La méthodologie, l'approche et le plan de travail sont élaborés	Rapport initial	10/09/2025
2.	- Les principaux défis et enjeux du secteur de l'eau et de l'assainissement sont identifiés et définis et traduits en opportunités d'amélioration des ressources en eau - La vision de développement du PNIE est formulée ; - Le programme national d'investissement dans l'eau est élaboré - La stratégie de mobilisation des partenaires et des ressources est définie - Plan d'action du PNIE est élaboré avec un calendrier bien détaillé intégrant les aspects de suivi et d'évaluation ; - Les aspects liés au changement climatique et les aspects sensibles au genre sont intégrés dans le PNIE	Remise du rapport provisoire du PNIE et de sa stratégie de financement pré-validée mi-octobre.	15/10/2025

3.	- Validation du PNIE et de sa stratégie de financement	Remise du rapport final du PNIE et de sa stratégie de financement.	11/10/2025
Remarque : Tous les livrables devront être soumis en français (version préliminaire) et en anglais (version finale).			

8. Rémunération

Il s'agira d'un contrat forfaitaire dont les paiements seront effectués en fonction des livrables mesurables convenus et des honoraires basés sur un tarif journalier convenu lors de la négociation du contrat. Les paiements pour cette mission seront effectués en dollars américains.

9. Critères d'évaluation

L'évaluation des consultants se fera en 2 étapes suivantes :

- i) **Évaluation de la liste restreinte basée sur l'exigence des termes de référence au point n° 6 ci-dessus.**
- ii) **Discussions techniques lors d'un entretien en ligne pour permettre aux évaluateurs de mieux connaître les consultants et de faire la sélection finale.**

10. Soumission des offres (Comment postuler)

Les consultants intéressés doivent joindre les éléments suivants à leur candidature :

- Une lettre de motivation
- Une copie du diplôme, identique à l'original, du ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique
- Un CV détaillé et à jour
- Attestations de services rendus et tout autre document susceptible de renseigner sur les compétences du Candidat (travaux personnels, rapports, références bibliographiques, etc.)
- Une déclaration (brève proposition) exposant la compréhension du mandat et de la mission à réaliser et une proposition méthodologique claire précisant l'approche à adopter.
- Des honoraires indicatifs basés sur un tarif journalier et tous les frais remboursables associés (coûts opérationnels) qui seront convenus lors de la négociation du contrat.

- **L'offre doit être soumise au plus tard le 5 septembre 2025 à l'adresse e-mail ci-dessous : gwpvacancy@nilebasin.org**